

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi
2. Communications
3. Ordre du jour
4. Débat au sujet du résultat du référendum du 10 juillet 2005 sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe  
(Débat - Motion - Vote)
5. 5251 - Projet de loi sur les contrats de garantie financière portant
  - transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière;
  - modification du Code de commerce;
  - modification de la loi du 1<sup>er</sup> août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles;
  - modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
  - modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1<sup>er</sup> du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières;
  - abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension;
  - abrogation de la loi du 1<sup>er</sup> août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5371 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre d'activités de jour avec atelier protégé pour personnes handicapées physiques à Bissen  
(Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
7. 5252 - Proposition de loi de Mme Dagmar Reuter-Angelsberg concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 - Présentation conformément à l'art. 60 du Règlement

(Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale)

8. 5254 - Projet de loi relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses  
(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
9. 5293 - Projet de loi portant approbation de l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 17 décembre 2002

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

10. 5363 - Projet de loi portant approbation du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes  
(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Interruption)

Den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Merci, Här President. Ech wollt de Mëtten am Numm vun der Regierung, no Autorisatioun vum Grand-Duc, de Projet de loi,

deen de Placement vu psychesche Kranken an zouenen Institutiounen nei regelt, deponéieren. Dee Projet gëtt noutwendeg, nodeem mer vum 1. Juli un den Iwwergang vun der akuter Psychiatrie vum CHNP an d'akut Spideeler vollzunn hunn.

- *Projet de loi N°5490 modifiant - la loi modifiée du 26 mai 1988 relative au placement des personnes atteintes de troubles mentaux dans des établissements ou services psychiatriques fermés; - la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police; - la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.*

Merci, Här President.

M. le Président.- Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi. Mir wäerten dëse Projet de loi un déi zoustänneg Chamberskommissioun weiderleeden.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les dépôts suivants ont été faits au Greffe de la Chambre des Députés:

a) **5487** Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg - à la 14<sup>e</sup> reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement - à la 8<sup>e</sup> reconstitution des ressources du Fonds Asiatique de Développement

Dépôt: Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget, le 05.07.2005

b) **5488** Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2004

Dépôt: Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget, le 05.07.2005

c) **5489** Projet de loi sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances et portant modification: de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative: - aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois - aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger: de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Dépôt: Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget, le 07.07.2005

3) À la première partie de la 51<sup>e</sup> session de l'Assemblée le l'Union de l'Europe Occidentale qui a eu lieu à Paris du 13 au 15 juin 2005, le Luxembourg a été représenté par le Président de la délégation luxembourgeoise, Monsieur le Député Marcel Glesener, et Monsieur le Député Charles Goerens, membres effectifs, ainsi que les Députés Madame Anne Brasseur et Monsieur Norbert Hauptert, membres suppléants.

«Cette Assemblée et ses parlementaires constituent un lien privilégié entre la politique et le public. C'est donc ensemble qu'il faudra s'engager pour mieux communiquer, mieux faire passer le message que l'Europe est et reste un instrument indispensable de paix, de stabilité, de liberté, de prospérité et un modèle unique de développement économique et social.»

Avec ces mots M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, du Trésor, du

Budget et de la Défense du Luxembourg, Coprésident du Conseil de l'UEO, représentant la présidence de l'UEO/UE, a terminé son discours qu'il a tenu devant l'assemblée, le premier jour de la session et lors duquel il a fait le bilan des activités de la présidence luxembourgeoise.

Il a insisté entre autres sur le fait qu'il a tenu son engagement, donné en novembre dernier, à faire avancer la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Ce concept de gestion de crise, auquel le Luxembourg a attaché tant d'importance, a en effet progressé sous la présidence luxembourgeoise, ce que M. Frieden a illustré en insistant, d'une part, sur les opérations, assistance militaire, policière et surtout diplomatique, en Bosnie-Herzégovine, en République démocratique du Congo et prochainement au Soudan, et, d'autre part, sur la capacité de réponse rapide, basée sur treize groupements tactiques nationaux et multinationaux, capacité disponible à partir de janvier 2007.

Les principaux thèmes figurant à l'ordre du jour de la susdite session ont été:

- La mise en œuvre de la Décision no 27 et de la Directive no 120: l'octroi du droit de vote en commission aux délégations parlementaires des pays observateurs permanents et observateurs permanents assimilés

- La mise en œuvre de la stratégie européenne de sécurité - Réponse au rapport annuel du Conseil

- Projet de budget révisé de l'Assemblée pour 2005 - Avis du Conseil

- La coopération en matière de sécurité entre l'UE et son proche voisinage à l'Est avec l'intervention de Mme Govhar Bakhshaliyeva, Première Vice-Présidente de l'Assemblée nationale de la République d'Azerbaïdjan

- Le développement de la coopération interparlementaire dans les Balkans

- Le programme européen d'acquisition de technologie (ETAP) - Réponse au rapport annuel du Conseil

- Les opérations réseau-centrées: les capacités européennes

- La lutte contre le terrorisme international: aspects de défense

- Le développement de la PESD et l'Objectif global 2010 - Réponse au rapport annuel du Conseil

- La ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe: suivi parlementaire et orientation de l'opinion publique

- Les développements dans le Grand Moyen-Orient

- Maîtrise des armements et non-prolifération: les moyens satellitaires de vérification

- Présentation des Groupes interparlementaires européens de l'espace par le Sénateur François Roelants du Vivier, Président de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat belge, Président du Groupe parlementaire belge de l'espace.

En outre, l'assistance a pu suivre au cours de la deuxième séance de mardi matin

- les discours de M. Stjepan Mesić, Président de la République de Croatie, et de Mme Ioulia Timochenko, Premier Ministre de l'Ukraine,

au cours de la quatrième séance de mercredi matin

- le discours de M. Jack Straw, Ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, Président désigné du Conseil de l'UEO, représentant la présidence britannique entrante de l'UEO/UE (discours prononcé par Sir John

Holmes, Ambassadeur du Royaume-Uni en France)

et au cours de la cinquième séance de mercredi après-midi

- le discours de M. Frank Asbeck, Directeur du Centre satellitaire de l'UE, Torrejón.

L'Assemblée a adopté lors des cinq séances de cette première partie de sa 51<sup>e</sup> session une décision, une résolution et huit recommandations au Conseil.

4) Ont été présents à la troisième partie de la session ordinaire de 2005 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg, du 20 au 24 juin 2005, M. Marcel Glesener, Président de la délégation, Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, membres effectifs, MM. Norbert Hauptert et Jean Huss ainsi que Mme Anne Brasseur, suppléants.

Après l'ouverture de la première séance de cette troisième partie par le discours du Président de l'Assemblée, M. René van der Linden, il a été procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux membres de l'Assemblée.

L'Assemblée a encore adopté le procès-verbal de la réunion de la Commission permanente à Lisbonne en juin 2005 et approuvé le rapport d'activités du Bureau et de la Commission permanente présenté par M. Marcel Glesener avant de passer à l'ordre du jour, dont les points culminants des huit séances étaient les suivants:

- médias et terrorisme,

- l'environnement et les objectifs du Millénaire pour le développement,

- la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement,

- contribution de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) au développement économique en Europe centrale et orientale avec l'intervention de M. Jean Lemierre, Président de la BERD,

- situation au Proche-Orient,

- situation actuelle au Kosovo,

- disparition et assassinat de nombreuses femmes et filles au Mexique,

- respect des obligations et engagements de la Fédération de Russie,

- fonctionnement des institutions démocratiques en Azerbaïdjan,

- suivi de la Résolution 1359 (2004) sur les prisonniers politiques en Azerbaïdjan,

- contrôle démocratique du secteur de la sécurité dans les États membres,

- abolition des restrictions au droit de vote et

- pour une meilleure réponse aux besoins de santé mentale en Europe.

En dehors de la communication de M. Diogo Freitas do Amaral, Ministre des Affaires étrangères du Portugal et Président du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté:

- les interventions de M. Chaudhry Amir Hussain, Président de l'Association des parlements asiatiques pour la paix (Apap), Président de l'Assemblée nationale du Pakistan, et de M. José de Venezia, Président du conseil consultatif de l'APAP, Président de la Chambre des représentants des Philippines,

- le discours de M. Adnan Terzić, Président du Conseil des Ministres de la Bosnie-Herzégovine,

- la déclaration de M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe et

- le discours de M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de